

SERVICE TECHNIQUE

☎ 05 46 30 19 46

✉ domaine.public1@aytre.fr

Affaire suivie par : Eric SAUTEREAU

**Autorisation de voirie n° 24-AV-0413
portant permis de stationnement**

RUE PASTEUR



VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code général de la propriété des personnes publiques

VU le Code de la voirie routière

VU le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire)

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

VU la délibération n°10 du Conseil Municipal du 23 Mai 2024, relative à la tarification de l'Occupation non commerciale du Domaine Public

VU l'arrêté n°24-AV-0392 en date du 10/12/2024 délivré à M ARENOU Guillaume demeurant 5 Rue Pasteur 17440 AYTRE, portant permis de stationnement face au 7 RUE PASTEUR

VU la demande en date du 19/12/2024 par laquelle ALTP demeurant 3 Rue René Josué Valin 17137 ESNANDES représentée par LUIS ALEXIS pour le compte de M ARENOU Guillaume demeurant 5 Rue Pasteur 17440 AYTRE demande l'autorisation d'occuper temporairement le domaine public :

- stationnement de véhicule de chantier (camion) face au 7 RUE PASTEUR

Le Maire d'Aytres **ARRÊTE** :

ARTICLE 1 :

L'arrêté n°24-AV-0392 en date du 10/12/2024, portant permis de stationnement face au 7 RUE PASTEUR, est abrogé.

ARTICLE 2 - AUTORISATION :

Le bénéficiaire (M ARENOU Guillaume) est autorisé, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et sous réserve de l'obtention si nécessaire d'un arrêté de circulation, à occuper le domaine public, conformément à sa demande :

Face au 7 RUE PASTEUR

- du 06/01/2025 au 09/01/2025, stationnement de véhicule de chantier (camion) sur le parking
 - Surface occupée en m² : 30 mètre(s) carré(s)

ARTICLE 3 - SÉCURITÉ ET SIGNALISATION :

ALTP devra signaler les objets autorisés à occuper le domaine public conformément à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation, telle qu'elle résulte notamment de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie, consacrée à la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.

Si l'occupation entraîne une gêne aux usagers de la voie ou une modification des règles de circulation et / ou de stationnement, le bénéficiaire devra demander aux services gestionnaires un arrêté particulier réglementant ces dernières.

La signalisation devra alors respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police spécifique délivré.

ARTICLE 4 - RESPONSABILITÉ :

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation, de l'occupation ou de l'exploitation de ses ouvrages.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien auprès du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5 - AUTRES FORMALITÉS ADMINISTRATIVES :

Le présent arrêté ne dispense pas d'obtenir si nécessaire les autorisations prévues par le Code de l'urbanisme, le Code de la Route ou toute autre réglementation s'appliquant en l'espèce.

ARTICLE 6 - REMISE EN ÉTAT DES LIEUX :

Dès la fin de l'occupation, le bénéficiaire est tenu d'enlever les matériaux excédentaires, de rétablir dans l'état initial la voie et ses dépendances, et de réparer tout dommage qui aura pu y être causé.

ARTICLE 7 - VALIDITÉ, RENOUVELLEMENT ET REMISE EN ÉTAT :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

La demande de renouvellement devra être présentée par le bénéficiaire deux mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou au terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

ARTICLE 8 - CONSTAT :

Le site que vous allez occuper est réputé en bon état. Charge à vous de nous faire parvenir le constat de toutes dégradations avant votre intervention.

ARTICLE 9 - REDEVANCE :

Toute occupation du domaine public est susceptible d'être assujettie à une redevance dont les tarifs font l'objet d'une délibération du Conseil municipal. Un titre de recette vous parviendra donc à l'issue de votre chantier / occupation.

Fait à Aytré, le 19 décembre 2024

Tony LOISEL

Monsieur le Maire



DIFFUSION :

- M ARENOU Guillaume
- ALTP
- Responsable Police Municipale

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

SERVICE TECHNIQUE

☎ 05 46 30 19 46

✉ domaine.public1@aytre.fr

Affaire suivie par : Eric SAUTEREAU

**Autorisation de voirie n° 24-AV-0392
portant permis de stationnement**

RUE PASTEUR



VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code général de la propriété des personnes publiques

VU le Code de la voirie routière

VU le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire)

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

VU la délibération n°10 du Conseil Municipal du 23 Mai 2024, relative à la tarification de l'Occupation non commerciale du Domaine Public

VU la demande en date du 10/12/2024 par laquelle ALTP demeurant 3 Rue René Josué Valin 17137 ESNANDES représentée par LUIS ALEXIS pour le compte de M ARENOU Guillaume demeurant 5 Rue Pasteur 17440 AYTRE demande l'autorisation d'occuper temporairement le domaine public :

- stationnement de véhicule de chantier (camion) devant n° 7 et 9 RUE PASTEUR

Le Maire d'Aytres ARRÊTE :

ARTICLE 1 - AUTORISATION :

Le bénéficiaire (M ARENOU Guillaume) est autorisé, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et sous réserve de l'obtention si nécessaire d'un arrêté de circulation, à occuper le domaine public, conformément à sa demande :

Devant n° 7 et 9 RUE PASTEUR

- du 16/12/2024 au 18/12/2024, stationnement de véhicule de chantier (camion) sur le parking
 - Surface occupée en m² : 30 m² (3 places de stationnement)

ARTICLE 2 - SÉCURITÉ ET SIGNALISATION :

ALTP devra signaler les objets autorisés à occuper le domaine public conformément à la réglementation en vigueur à la date de l'occupation, telle qu'elle résulte notamment de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie, consacrée à la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.

Si l'occupation entraîne une gêne aux usagers de la voie ou une modification des règles de circulation et / ou de stationnement, le bénéficiaire devra demander aux services gestionnaires un arrêté particulier réglementant ces dernières.

La signalisation devra alors respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police spécifique délivré.

ARTICLE 3 - RESPONSABILITÉ :

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation, de l'occupation ou de l'exploitation de ses ouvrages.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien auprès du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4 - AUTRES FORMALITÉS ADMINISTRATIVES :

Le présent arrêté ne dispense pas d'obtenir si nécessaire les autorisations prévues par le Code de l'urbanisme, le Code de la Route ou toute autre réglementation s'appliquant en l'espèce.

ARTICLE 5 - REMISE EN ÉTAT DES LIEUX :

Dès la fin de l'occupation, le bénéficiaire est tenu d'enlever les matériaux excédentaires, de rétablir dans l'état initial la voie et ses dépendances, et de réparer tout dommage qui aura pu y être causé.

ARTICLE 6 - VALIDITÉ, RENOUVELLEMENT ET REMISE EN ÉTAT :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

La demande de renouvellement devra être présentée par le bénéficiaire deux mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou au terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avèreront nécessaires.

ARTICLE 7 - CONSTAT :

Le site que vous allez occuper est réputé en bon état. Charge à vous de nous faire parvenir le constat de toutes dégradations avant votre intervention.

ARTICLE 8 - REDEVANCE :

Toute occupation du domaine public est susceptible d'être assujettie à une redevance dont les tarifs font l'objet d'une délibération du Conseil municipal. Un titre de recette vous parviendra donc à l'issue de votre chantier / occupation.



Fait à Aytré, le 10 décembre 2024

Tony LOISEL

Monsieur le Maire

DIFFUSION :

- M ARENOU Guillaume
- ALTP
- Responsable Police Municipale

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

AR Prefecture

017-211700281-20240523-D10_230524-DE
Reçu le 27/05/2024
Publié le 27/05/2024

LE TRANSMIS AU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ
017 211700281 2024

Accuse de Réception Préfecture
Reçu le 27/05/2024



CONSEIL MUNICIPAL
du jeudi 23 mai 2024

Responsable de service :
Olivier UZANU

DÉLIBÉRATION N° 10

Sous la présidence de M. Tony LOISEL, Maire

Présents :

Mme Marie-Christine MILLAUD, M. Alain MORLIER, M. Jonathan COULANDREAU, M. Pierre CUCHET, Mme Frédérique COSTANTINI, M. Camille LAGRANGE, M. Gérard-François BOURNET, Mme Laëtitia BOURDIER, M. Thierry LAMBERT, M. Jean LORAND, Mme Rita RIO, M. Dominique GAUDIN, Mme Laurence BOUVILLE, Mme Angéline GLUARD, M. Patrick ROBIN, Mme Agnès de BRUYN, Mme Hélène RATA, M. Olivier CALIX, Mme Hélène de SAINT DO, M. Vincent HEUSICOM, M. Amaud LATREUILLE, M. Jacques GAREL,

Absent/s excusé/s représenté/s :

Mme Nadine NIVault donne procuration à M. Thierry LAMBERT
Mme Estelle QUÉRÉ donne procuration à Mme Laëtitia BOURDIER
Mme Sophie DESPRÉS donne procuration à Mme Marie-Christine MILLAUD
M. Jean-François RABEAU donne procuration à M. le Maire
M. Yan GENONET donne procuration à Mme Hélène RATA
Mme Lisa TEIXEIRA donne procuration à M. Amaud LATREUILLE

Secrétaire de séance : M. Jonathan COULANDREAU

Date de convocation	16/03/2024
Nombre de membres en exercice	29
Nombre de membres présents ou ayant donné une procuration	29

10. Révision de la tarification de l'occupation non commerciale du domaine public

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment ses articles L. 2213-6 et L. 2331-4 ;

Vu le Code général de la Propriété des personnes publiques (CGPPP) et notamment ses articles L. 2122-1, L. 2122-2, L. 2122-3 et L. 2125-1 ;

Vu la délibération n°11 du Conseil municipal d'Aytré en date du 27 avril 2023 ;

Considérant le souhait de la commune d'harmoniser les tarifs d'occupation non commerciale du domaine public avec les communes riveraines, notamment la commune de La Rochelle ;

Considérant la revalorisation indiciaire des agents des collectivités territoriales à hauteur de 1,5% au 1^{er} juillet 2023 ;

Considérant l'avis de la Commission Déplacements urbains du 16 avril 2024 ,

AR Prefecture

017-211700281-20240523-D10_230524-DE

Reçu le 27/05/2024

Publié le 27/05/2024

Il est proposé au Conseil municipal la révision des tarifs pour 2024 comme suit :

1 - Occupation non commerciale du domaine public avec autorisation

Ces tarifs concernent :

A) les zones neutralisées pour le dépôt de matériels ou matériaux (sable, graviers, etc.), échafaudages, bennes, clôtures de chantier, base de vie de chantier, selon les besoins du demandeur ou consécutivement à sa demande :

- Territoire commune AYTRÉ : 0.93 € /m²/jour au lieu de 0.90 € /m²/jour
- Frais de dossier : 10 € (tarif inchangé)

B) la pose/dépose de mobilier urbain rendu nécessaire par la réalisation de travaux

La pose/dépose du mobilier urbain (main d'œuvre comprise) sera proposée après étude de faisabilité en régie (main d'œuvre comprise et hors location d'engins de manutention), aux conditions tarifaires suivantes : 106.65€/heure (tarif inchangé).

2 - Déménagement

- Forfait déménagement pour un particulier avec occupation du domaine public sur 20m² maximum et prêt de 2 panneaux de signalisation : 40 €/jour (tarif inchangé)
- Si les panneaux sont restitués, le tarif est ramené à 10 €/jour (20 m² maximum) pour un particulier
- La gratuité est accordée aux étudiants si les panneaux de signalisation sont restitués
- Forfait déménagement pour un professionnel avec occupation du domaine public de 40 m² maximum : 80 €/jour (tarif inchangé)

3 - Occupations illicites du domaine public constatées de fait

- Tarif forfaitaire à la journée : 510.00 €

4- Intervention des agents municipaux : coût des travaux en régie

- Main d'œuvre 42 €/heure/agent au lieu de 41.44 €/heure/agent
- Les tarifs de facturation des véhicules s'entendent hors main d'œuvre
- Utilisation d'un utilitaire léger 14,40 €/heure
- Utilisation camion benne (<3.5T) : 42 €/heure
- Utilisation camion multi bennes : 101.88 €/heure
- Utilisation tracteur + broyeur : 50,67 €/heure
- Utilisation tractopelle : 92,52 €/heure
- Utilisation nettoyeur haute pression : 22.91 €/heure
- Utilisation camion nacelle élévatrice : 50 €/heure
- Utilisation balayeuse aspiratrice : 108,77 €/heure

En cas d'intervention en dehors des horaires de service, les coefficients suivants seront appliqués :

- Heure d'astreinte : 1,25 - Heure de nuit (entre 21 h et 6 h) : 2,25
- Dimanche et jour férié : 2

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à :

A l'unanimité des membres présents et représentés,

Abroge et remplace la délibération n°11 du Conseil Municipal du 27 avril 2023

Approuve la tarification au 1er juin 2024,

Autorise M. le Maire ou son représentant à signer tous les documents relatifs à cet objet

Annexe 06 : Délibération n°11 du 27/04/23

Pour extrait conforme,

Tony LOISEL
Maire



Jonathan COULANDREAU
Secrétaire de séance

Ville d'Aytré
Charmilles – BP 30 102 – 17442 AYTRÉ Cedex
05 46 30 19 19 – information@aytre.fr
aytre.fr